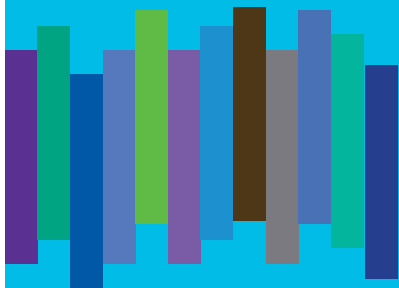


PRINCIPES D'INVESTISSEMENT
FICHE D'INFORMATION POUR INVESTISSEURS

L'INCIDENCE DE L'INFLATION



4

AVERTISSEMENT

Dans le présent contexte, le terme conseiller financier est utilisé de façon générale et générique et réfère à toute personne dûment autorisée à œuvrer dans le domaine financier :

- Courtiers en placement
- Courtiers en épargne collective
- Courtiers en régimes de bourses d'études
- Courtiers sur les marchés dispensés
- Gestionnaires de portefeuille
- Gestionnaires de fonds d'investissement
- Représentants en assurance de personnes
- Planificateurs financiers (Pl. Fin.)



Tous droits réservés. © 2016 CFA Montréal
Toute reproduction intégrale ou partielle de ce document sans autorisation écrite de CFA Montréal est strictement interdite.

L'INCIDENCE DE L'INFLATION

L'inflation diminue la valeur du patrimoine et équivaut à une forme de ponction fiscale sur le revenu et sur le patrimoine. Bien qu'il y ait beaucoup de discussion entre spécialistes sur la valeur de protection de certaines catégories d'actifs contre l'inflation, la plupart des études démontrent qu'il est difficile de se protéger contre l'incidence d'une hausse de l'inflation. Malgré la rhétorique, il n'existe aucune certitude quant à l'efficacité notamment de l'immobilier et de l'or comme couverture à long terme contre l'inflation. Cela dit, il est tout de même possible et utile d'estimer l'incidence éventuelle de l'inflation sur notre niveau de vie.

L'INFLATION ET LA VALEUR RÉELLE DU PATRIMOINE

Dans un contexte où le taux annuel d'inflation est de 2 %, un panier de biens et services qui coûte actuellement 1 000 \$ en coûtera 1 020 \$ dans un an et 1 811 \$ dans trente ans. Par conséquent, ces 1 000 \$ ne représenteront dans trente ans qu'une fraction du pouvoir d'achat actuel de 1 000 \$, soit environ 552 \$.

Si un investisseur moyen a un revenu net (ou salaire net) qui suit l'inflation, il est probable qu'il puisse indexer au taux d'inflation sa cotisation annuelle d'épargne retraite. Ainsi, si nous supposons un placement initial de 1 000 \$ pour une durée de trente ans, le montant requis d'épargne augmentera à 1 020 \$ après la première année, à 1 040,40 \$ la deuxième année et ainsi de suite. Après trente ans, il aura épargné non pas 30 000 \$, mais 40 568 \$.

Expliquons maintenant les concepts de rendement nominal et de rendement réel. Le rendement nominal correspond au rendement brut que vous recevez avant déduction des frais et des impôts, tel un certificat de dépôt qui paie un revenu d'intérêt de 4% annuellement. Le rendement réel correspond au rendement nominal après déduction du taux d'inflation. C'est le rendement réel qui vous importe et non le rendement nominal. Par exemple, si nous ignorons les effets de l'impôt, un rendement annuel nominal de 4 % dans un environnement d'inflation nulle offrira le même pouvoir d'achat qu'un rendement nominal de 6 %, déduction faite d'un taux d'inflation de 2 %. Dans les deux cas, le rendement réel correspond à 4 %. Pour augmenter le pouvoir d'achat de nos économies, le rendement réel, après déduction des frais et des impôts, doit être positif. Autrement dit, le

rendement nominal après déduction des frais et des impôts doit être plus élevé que le taux d'inflation.

Le tableau suivant présente la valeur finale d'un investissement qui génère un rendement annuel nominal de 6 %, selon quatre scénarios :

- **SCÉNARIO 1 (SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE)** : Aucune inflation, des cotisations annuelles de 1 000 \$, aucuns frais et aucun impôt. Il s'agit d'un scénario irréaliste, mais qui sert à illustrer l'incidence de l'inflation sur la valeur finale.
- **SCÉNARIO 2** : Inflation annuelle de 2 %, des cotisations annuelles de 1 000 \$ ajustées en fonction de l'inflation, aucuns frais et aucun impôt.
- **SCÉNARIO 3** : Inflation annuelle de 2 %, des cotisations annuelles de 1 000 \$ ajustées en fonction de l'inflation, des frais de 1 % et aucun impôt.
- **SCÉNARIO 4** : Inflation annuelle de 2 %, des cotisations annuelles de 1 000 \$ ajustées en fonction de l'inflation, des frais de 1 % et un taux d'imposition de 40 % sur le revenu de placement.

	Scénario de référence	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Rendement nominal (après déduction des frais et des impôts)	6,0 %	6,0 %	5,0 %	3,0 %
Rendement réel (ajusté en fonction de l'inflation)	6,0 %	4,0 %	3,0 %	1,0 %
Économies totales	30 000 \$	40 568 \$	40 568 \$	40 568 \$
Revenu de placement total	53 802 \$	63 633 \$	47 302 \$	22 870 \$
Valeur nominale totale	83 802 \$	104 201 \$	87 870 \$	63 438 \$
Valeur réelle totale	83 802 \$	57 527 \$	48 511 \$	35 022 \$

Les deux dernières lignes du tableau indiquent la valeur finale exprimée en dollars non indexés (valeur nominale totale), de même qu'en fonction du pouvoir d'achat que ces dollars auront dans trente ans (valeur réelle totale). Si l'on prend l'exemple du scénario 4 avec un rendement nominal de 3 % après déduction des frais et des impôts, les économies totales après trente ans correspondent à 40 568 \$ et le revenu de placement de ces économies s'établit à 22 870 \$. La valeur nominale cumulative du patrimoine correspond à 63 438 \$; toutefois, cette valeur finale jouit du même pouvoir d'achat que les 35 022 \$ aujourd'hui.

Quelle serait la valeur réelle du patrimoine total si le rendement nominal après déduction des frais et des impôts du portefeuille de placements était d'exactly 2 % (soit un rendement réel après impôts de 0 % ajusté en fonction d'un taux d'inflation de 2 %)? Lorsque le rendement nominal, après déduction des frais et des impôts, correspond au taux d'inflation, la valeur réelle du patrimoine final équivaut au montant total des économies réelles qui sont, dans ce cas-ci, de 30 000 \$ (soit 30 cotisations de 1 000 \$). Le rendement nominal sur le capital investi serait juste assez élevé pour maintenir le pouvoir d'achat des économies.

SOMMAIRE ET CONCLUSION

L'inflation équivaut à une forme de ponction fiscale sur le patrimoine et sur le revenu. L'investisseur doit, minimalement, indexer ses économies annuelles en fonction du taux d'inflation pour mitiger l'incidence de l'inflation. Il est également nécessaire d'obtenir un rendement, après déduction des frais et des impôts, qui équivaut au moins au taux d'inflation, afin d'empêcher que l'inflation réduise le pouvoir d'achat du patrimoine accumulé. Voilà une autre raison qui confirme l'importance de maximiser l'utilisation des comptes à exonération et à report d'impôt pour accroître la probabilité que le rendement moyen d'un portefeuille de placements soit égal ou supérieur à l'inflation après déduction des frais et des impôts.